

Châteauroux, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 04/03/2025
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS ALLIANCE BERRY ENERGIES VERTES
23 Avenue de la résistance
36600 Valençay

Références : 25031701CD
Code AIOT : 0100000287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement SAS ALLIANCE BERRY ENERGIES VERTES implanté Le Grand Guignier – 36360 Luçay-le-Mâle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle suite à une déclaration d'incident de l'exploitant en date du 25 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ALLIANCE BERRY ENERGIES VERTES
- Le Grand Guignier – 36360 Luçay-le-Mâle
- Code AIOT : 0100000287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de méthanisation sous le régime de l'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Incident.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface ;
- Eaux souterraines ;
- Sites et sols pollués.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Informations sur le fonctionnement.	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	
2	Incidents ou accidents.	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 2.1	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures conservatoires préconisées par l'inspection des installations classées ont été mises en place. Les conditions météorologiques actuelles n'ont cependant pas permis d'effectuer un travail optimal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations sur le fonctionnement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 51
Thèmes : Autre, Information en cas d'accident.
Prescription contrôlée : L'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.
Constats : Deux sources d'incident ont été identifiées. <u>Point 1.</u> Deux tas d'ensilage ont été entreposés à l'extérieur du site car les travaux afin d'en effectuer le stockage sur le site de l'exploitation n'étaient pas terminés. La forte pluviométrie a provoqué des écoulements d'eau noire ainsi que de la paille entreposée. Une partie des jus s'est écoulée vers un fossé du domaine public. L'autre partie s'est dirigée dans un autre fossé menant à des parcelles agricoles situées au sud-est de l'établissement. <u>Point 2.</u> La géomembrane de la lagune recevant les eaux résiduelles du site s'est déchirée au niveau de la jonction avec une buse de déversement. Dès perception de l'incident l'exploitant a pompé les eaux restantes afin de les orienter vers la lagune d'eaux propres contiguë. Cette dernière n'ayant pas été curée à l'automne 2024 en raison des conditions météorologiques a débordé dans la parcelle adjacente. La vidange et le curage seront effectués dès que les conditions météorologiques le permettront. L'exploitant nous a affirmé que la géomembrane avait été réparée. <u>Mesures conservatoires et correctives.</u> A la demande de l'inspection des installations classées l'exploitant a posé des filtres à paille sur les zones de départ et d'arrivées d'eau ainsi que sur la parcelle inondée. Des copeaux de bois ont également été déposés sur les parties où l'eau s'est accumulée. Le transfert des tas d'ensilage à l'intérieur du site a débuté semaine 8. Dès que les sols seront ressuyés, une partie des jus sera réorientée vers les digesteurs, l'autre sera épandue sur le plan d'épandage de secours. ABEV fournira le cahier d'épandage ainsi qu'une analyse (teneurs en azote et phosphore) des jus épandus. Cet apport sera intégré dans le calcul de fertilisation azotée et phosphatée des parcelles concernées. Les conclusions finales de l'inspection des installations classées seront rendues à l'issue du constat de l'efficacité de la procédure de gestion de l'incident par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Incidents ou accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 2.1
Thèmes : Risques accidentels, Déclaration et rapport.
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incident survenu le 02 février 2025 n'a été signalé à l'inspection des installations classées que le 25 février. Un rappel au respect des termes de l'arrêté préfectoral est adressé à l'exploitant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective